

Faire face à une nouvelle réalité

Bulletin du FMI: Études

MONITEUR DES FINANCES PUBLIQUES AVRIL 2016

Bulletin du FMI

13 avril 2016

- Les ratios de la dette publique se sont détériorés presque partout et les finances publiques sont devenues plus vulnérables
- Les pays doivent s'adapter, mais il n'y a pas de solution unique
- La politique budgétaire doit être propice à la croissance, avec principalement des mesures qui stimulent la croissance à court terme et à moyen terme

Face à une reprise de l'économie mondiale qui est fragile et inégale, une riposte globale des pouvoirs publics est nécessaire pour réduire la vulnérabilité et rehausser les perspectives de croissance, note le FMI dans son dernier Moniteur des finances publiques, publié aujourd'hui.

Le [Moniteur des finances publiques d'avril 2016](#) examine comment les pays peuvent réagir face à la forte détérioration de leur position budgétaire au cours de l'année écoulée.

Les ratios de la dette publique ont été révisés à la hausse dans la plupart des pays. Les révisions ont été les plus marquées dans les pays émergents et à revenu intermédiaire, où les ratios de déficit budgétaire en 2015-16 devraient à présent dépasser les niveaux observés au début de la crise financière mondiale.

Les ajustements en cours dans l'économie mondiale sont les principaux facteurs d'explication de la hausse des déficits budgétaires et des ratios d'endettement. Parmi ces transformations durables figurent la faiblesse persistante de l'activité économique mondiale, la baisse des prix des produits de base, le ralentissement du commerce et le durcissement des conditions financières dans les pays émergents et les pays en développement.

« Tous les pays doivent s'adapter à ces nouvelles réalités, mais il n'y a pas de solution unique », a déclaré Vitor Gaspar, Directeur du Département des finances publiques du FMI. La riposte appropriée varie d'un pays à l'autre et dépend de la nature de leurs problèmes budgétaires. Le rapport présente trois enjeux principaux.

Pays avancés : éviter le piège de la déflation

Les pays avancés sont confrontés à la triple menace d'une croissance ténue, d'une faible inflation et d'un endettement public élevé. Cette combinaison de facteurs pourrait créer des spirales baissières où l'activité économique et les prix diminuent, ce qui entraîne une augmentation du ratio dette/PIB, et de nouveaux efforts de réduction de la dette qui sont voués à l'échec. Pour éviter de tomber dans ce piège de la déflation, les pays doivent redoubler d'efforts pour stimuler la demande intérieure, et la politique budgétaire a un rôle important à jouer à cet égard. C'est particulièrement le cas dans les pays où les taux d'intérêt sont déjà proches de zéro et où la politique monétaire ne peut donc pas donner un sérieux coup de fouet à l'activité.

L'action devrait se centrer sur les mesures budgétaires propices à la croissance à court et moyen terme (comme les investissements d'infrastructure) et sur les initiatives facilitant la mise en œuvre des réformes structurelles. Dans les pays où l'assainissement des finances publiques ne peut pas être différé, son rythme et sa nature

devraient être calibrés pour lever les freins à l'activité économique à court terme. Si la croissance mondiale devait effectivement ralentir sensiblement, une riposte rapide et audacieuse à l'échelle multilatérale serait nécessaire, avec une action sur l'offre et la demande dans les grands pays. L'action devrait être coordonnée à l'échelle internationale pour avoir des effets d'entraînement positifs.

Pays exportateurs de produits de base : s'attaquer à l'insuffisance persistante des recettes

Entre 2014 et 2016, environ deux tiers des pays du monde ont enregistré une baisse de leur ratio recettes/PIB. La baisse a été très marquée dans les pays exportateurs de produits de base, en particulier de pétrole, où elle a atteint 7 % du PIB en moyenne. Comme les prix des produits de base vont probablement rester à un bas niveau pendant quelque temps, les pays producteurs n'ont d'autre choix que de réduire leurs dépenses publiques et de les aligner sur leurs recettes plus faibles. Toutefois, il est possible de rendre cet ajustement inévitable moins douloureux en trouvant de nouvelles sources de recettes et en réduisant les dépenses mal ciblées et improductives, notamment en réformant les subventions aux carburants.

Pays à faible revenu : atteindre les objectifs de développement

Près de la moitié des pays à faible revenu ont un ratio impôts/PIB inférieur à 15 %. La faible mobilisation des recettes constitue un obstacle important au développement économique, non seulement parce qu'elle limite la capacité de financer des dépenses propices à la croissance (santé, éducation, infrastructure), mais aussi parce qu'elle va souvent de pair avec un manque de capacités institutionnelles. Une mobilisation adéquate des recettes constitue donc une composante fondamentale d'une stratégie de croissance et de développement dans les pays à faible revenu. Conjuguée à une hausse de l'efficacité des dépenses, une meilleure mobilisation des recettes peut aider les pays à atteindre les objectifs de développement durable.

À moyen terme

Au-delà d'une riposte immédiate qui est propre à chaque pays, tous les pays doivent chercher à atteindre deux objectifs principaux à moyen terme. Premièrement, dans un contexte à risque, un des objectifs fondamentaux de la politique budgétaire doit être d'accroître la résilience des finances publiques. En particulier, les pays doivent mieux divulguer et mieux gérer les risques budgétaires (tels que les garanties de prêts qui sont fournies par l'État). La communication en temps voulu de données exhaustives sur l'état des finances publiques peut responsabiliser les dirigeants et susciter un appui à une politique budgétaire prudente. Les pays doivent aussi prendre des mesures concrètes pour atténuer les risques qu'ils ont détectés. Aujourd'hui, très peu de pays ont établi une stratégie de gestion des risques ayant pour double objectif de réduire la probabilité que des risques se matérialisent et de constituer des amortisseurs qui permettraient de les absorber.

Deuxièmement, il est nécessaire d'accélérer la croissance partout. Dans les pays avancés, une accélération soutenue de la croissance de 1 point pourrait porter les ratios d'endettement à leur niveau d'avant la crise d'ici dix ans. Dans les pays émergents et les pays en développement, une croissance vigoureuse est nécessaire aussi pour améliorer le niveau de vie et financer les stratégies de développement. [L'analyse du chapitre 2](#) du Moniteur des finances publiques montre que certaines mesures budgétaires, par exemple des crédits d'impôt ciblés pour la recherche et le développement, sont des instruments très puissants pour stimuler l'innovation, la productivité et la croissance.

En résumé, les pays sont confrontés à de grosses difficultés pour rétablir une croissance vigoureuse, ainsi que des finances publiques saines et résilientes. Mais les dirigeants, individuellement et ensemble, ont encore les outils adéquats pour s'attaquer à ces difficultés et s'adapter aux nouvelles réalités, conclut le rapport.